



## "Serrez-vous la ceinture" sauf... pour le PDG

Un Conseil d'Administration de l'AFP centré sur la présentation des comptes 2025 s'est tenu le 16 avril.

Le [compte-rendu](#) réalisé par les représentants du personnel rappelle que la direction a chiffré entre 10 et 12 millions d'euros les coupes budgétaires à atteindre d'ici 2028, avec un premier palier très lourd de 6 millions d'euros dès 2026.

Pour générer des économies immédiates fin 2025, la direction a eu massivement recours aux "écostats", c'est-à-dire le gel volontaire des postes et des remplacements qui pénalise au quotidien les équipes et alourdit leur charge de travail.

En parallèle, le budget consacré aux missions sur le terrain a été amputé de près de 2 millions d'euros (-13,3%) par rapport à 2024, contrairement aux promesses faites de poursuivre notre travail de terrain et de sources, notre "plus-value sur la concurrence".

Enfin, on y apprend en bas de page, comme une conclusion lunaire et cynique, que **les administrateurs de ce même Conseil ont décidé d'accorder au PDG 85% (sans qu'il n'ait son mot à dire) de la part variable de sa rémunération qui s'additionne à son salaire de base**. Un salaire qui, malgré les engagements passés de Fabrice Fries de le rendre transparent – une promesse faite la bouche en cœur lors d'une Assemblée générale peu après son arrivée à l'agence – n'a jamais été communiqué.

Le lendemain de cette décision, **lors du CSE d'avril, la CGT a demandé au PDG, dans un signe d'apaisement et par un geste fort, de renoncer à cette rémunération variable.**

- "Démagogie" -

Visiblement irrité, le PDG a d'abord accusé les représentants du personnel d'avoir effectué un compte-rendu "partial" qu'il a comparé à "une tribune d'opinion". Puis, après avoir laissé entendre que les interpellations des syndicats n'aidaient pas à l'apaisement, il a accusé les élus de "démagogie" et "d'immaturité", leur reprochant d'attendre "comme des morts de faim" que la direction échoue dans ses projets commerciaux.

"Pour la deuxième année consécutive, ma rémunération diminue", a-t-il avancé, estimant que "quand l'entreprise sous-performe", il est "normal" qu'il ne touche pas l'entièreté de son bonus. "Ma rémunération n'a pas bougé depuis 2018. Elle a été fixée à 15% de moins

que mon prédécesseur”, a précisé M. Fries, qui n’a pas hésité à faire un parallèle avec les salariés qui eux, selon lui, n’ont pas vu leur rémunération baisser.

Faux, lui a rétorqué la CGT, rappelant que les augmentations salariales ces dernières années étaient faméliques et bien en deçà de l’inflation. Tout le monde a perdu en pouvoir d’achat, pas seulement le plus haut dirigeant de l’agence ! D’autant plus que sa part fixe “n’est pas le SMIC”, a-t-il confirmé.

#### **- “Immaturité totale” -**

M. Fries juge que c’est en raison de “l’immaturité totale sur ce sujet” (encore) des syndicats, **qu’il n’y pas lieu de communiquer son salaire.**

La CGT souhaite la transparence sur cette question. Elle considère que malgré ses attaques ad hominem en séance, une attitude d’ailleurs loin de participer à l’apaisement qu’il appelle de ses vœux, **renoncer à ce bonus serait un acte fort, dans un contexte d’austérité et de souffrance au travail sans précédent à l’agence.**

Si des efforts doivent être effectués par tous pour assainir des comptes dans le rouge, il est **essentiel que les dirigeants en haut de la pyramide montrent plus (au moins autant si ce n’est plus) que les autres l’exemple !** Ce alors que près de la moitié (48%) des salariés constatent un sous-effectif régulier, pratiquement autant (44 %) affirment accomplir régulièrement des journées de plus de 9 heures ou encore travaillent sur leur temps de repos (40% des journalistes texte).

“La confiance se construi(t) par les actes”, a affirmé solennellement M. Fries dans un mail aux salariés à la suite du résultat serré de la motion de défiance, tout en ajoutant que “la transparence et le dialogue seront constants”.

Vraiment ? La CGT demande à nouveau au PDG de renoncer à son bonus. Et même si nous prenons acte du fait qu’il estime, lui aussi, se serrer la ceinture, un détail subsiste : la taille de celle-ci n’est pas forcément la même pour tout le monde...

**Paris, le 17 avril 2026 - La CGT de l’AFP**